Des Israéliens prêts à émigrer face au « coup d'État judiciaire » de Nétanyahou

Se sentant attaqués par leur gouvernement et craignant pour l'avenir, un nombre stupéfiant d'Israéliens envisagent sérieusement d'émigrer ou ont déjà entamé le processus de départ vers l'Espagne, le Portugal, les États-Unis et d'autres pays. Ils expliquent pourquoi.

Judy Maltz

27 juillet 2023

Traduit du journal Haaretz

Credit : Artwork : Aron Ehrlich

En décembre dernier, lorsque Amir (nom fictif) s'est vu offrir une bourse postdoctorale à l'université de Princeton, lui et son partenaire Gilad (nom fictif également) n'avaient pas encore décidé s'ils étaient prêts pour un grand déménagement. Mais un mois plus tard, le gouvernement Netanyahou nouvellement élu a dévoilé ses projets de réforme du système judiciaire, ce qui les a pratiquement décidés.

"Ces derniers mois, les incidents violents contre les personnes LGBTQ se sont multipliés et nous avons très peur de perdre les droits que nous avons en tant que couple homosexuel", explique Gilad, 32 ans, qui travaille dans la haute technologie et vit avec son partenaire dans la ville de Rehovot, dans le centre d'Israël. "Nous savons aussi que nous n'aurions pas ces droits sans les décisions des tribunaux".

- **Les Israéliens à la recherche de passeports étrangers : Grèce, Allemagne - même le Canada est une option".**
- **Police d'assurance" : Augmentation du nombre d'Israéliens demandant la nationalité étrangère**
- **Ils sont ici, ils sont queer et ils ne vont nulle part.**

Ainsi, en septembre, le couple prendra l'avion pour les États-Unis, où il prévoit de passer au moins les deux prochaines années.

Au lendemain de l'adoption par la coalition d'un amendement visant à empêcher la Haute Cour de justice d'annuler les décisions gouvernementales qu'elle juge déraisonnables, Yaniv (nom fictif) a préparé une valise pour sa famille. Il n'a pas encore commandé leurs billets d'avion et ne sait même pas quelle sera leur

destination, mais il veut être prêt à partir si et quand "l'enfer se déchaîne ici", comme le décrit ce programmeur informatique.

"Ma grande crainte est que nous arrivions à une crise constitutionnelle", explique ce père de deux enfants, âgé de 40 ans, qui vit à Tel-Aviv. "Ce sera une situation de chaos total dans un pays qui, comme il l'est, fait face à de nombreuses menaces le long de ses frontières. Certains prédisent déjà qu'Israël pourrait être confronté à une crise constitutionnelle dans le courant de l'année si la Haute Cour annule la loi sur le "caractère raisonnable" adoptée cette semaine.

"J'aime ce pays et je n'ai jamais rêvé de le quitter, alors si quelqu'un comme moi envisage sérieusement un tel déménagement, c'est le signe que ce gouvernement m'a vraiment poussé dans mes retranchements".

Yaniv et sa femme possèdent tous deux un passeport européen et ont passé de longues périodes à l'étranger pour leur travail. "Pour nous, il serait donc assez facile de déménager", explique-t-il.

Passagers regardant le tableau des départs à l'aéroport Ben-Gurion au début de l'année **(illustration).**Credit : Amir Levy

Du jamais vu

Selon les consultants en relocalisation et les avocats spécialisés dans l'immigration, le nombre d'Israéliens qui envisagent ou planifient leur fuite depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement extrémiste, il y a sept mois, est sans précédent. Il s'agit notamment de ce que beaucoup décrivent comme le capital humain le plus précieux d'Israël : des professionnels dotés de compétences et de diplômes transférables et très demandés dans le monde entier, notamment des médecins, des scientifiques, des professeurs et des informaticiens.

Des milliers de personnes ont déjà rejoint des groupes WhatsApp professionnels qui leur permettent de partager et d'échanger des informations sur les possibilités de relocalisation, et même de faciliter la possibilité de déménager en groupe afin de former leurs propres petits "kibboutzim" dans d'autres pays.

Selon un sondage de Channel 13 publié cette semaine, 28 % des Israéliens envisagent désormais de quitter le pays. Beaucoup de ceux qui cherchent un havre de paix ont déjà un passeport étranger, ce qui leur épargne une grande partie des tracasseries administratives liées à la réinstallation. Mais il y a parmi eux de nombreux jeunes Israéliens qui n'ont pas encore entamé leur carrière et qui n'ont

pas d'autre nationalité. Ils refusent catégoriquement de vivre dans un pays qui se dirige vers l'autocratie ou pire encore.

"Les Israéliens qui m'ont contactée ces derniers jours me répètent sans cesse qu'ils ont l'impression que [Benjamin] Netanyahu a vendu le pays pour éviter d'aller en prison", explique Ruth Nevo, une ancienne Israélienne installée à Lisbonne, où elle fournit des services aux étrangers qui s'installent au Portugal.

Nevo : "Ce que beaucoup de ces Israéliens craignent - et cela ressort de toutes les conversations - c'est que le gouvernement leur prenne leur argent.

Ocean Relocation, une entreprise israélienne qui s'occupe de déménager des personnes dans le monde entier depuis près de 80 ans, se considère comme un "baromètre" de l'humeur nationale.

"Chaque fois qu'un incident sort de l'ordinaire dans le pays, nous le ressentons immédiatement", déclare Shay Obazanek, cadre supérieur. "Mais aujourd'hui, nous parlons de quelque chose de très extrême, et le nombre de demandes que nous recevons est sans précédent. La première vague a eu lieu en février-mars, au moment où les manifestations atteignaient leur paroxysme, et ces derniers jours, il y a eu un nouveau pic".

L'entreprise propose un large éventail de services aux Israéliens qui quittent le pays et à ceux qui rentrent chez eux après un séjour à l'étranger. "Ce qui caractérise cette période particulière - et c'est quelque chose que nous n'avions jamais vu auparavant - c'est que l'équilibre a changé", explique M. Obazanek. "Jusqu'à présent, c'était toujours plus ou moins 50-50 : la moitié de nos clients étaient des Israéliens qui partaient et l'autre moitié des Israéliens qui revenaient. Aujourd'hui, c'est 90-10. C'est un changement radical.

L'attrait du foyer

Le professeur Lilach Lev-Ari, sociologue dont les travaux portent sur l'émigration, estime que quelque 600 000 Israéliens vivent actuellement hors du pays. Environ la moitié d'entre eux se trouvent en Amérique du Nord (principalement aux États-Unis), un tiers en Europe et le reste est dispersé dans le monde entier.

Contrairement à la croyance populaire, les Israéliens ne sont pas plus susceptibles d'émigrer que les citoyens d'autres pays occidentaux. "Ce qui distingue les Israéliens, c'est qu'ils sont plus susceptibles que les autres de revenir un jour", explique Lev Ari, professeur à l'Oranim College, dans le nord d'Israël. "Ce que nous avons constaté, c'est que la principale raison pour laquelle ils reviennent est que leur famille et leurs amis leur manquent.

Les deux grandes vagues d'émigration d'Israël se sont produites après la guerre du Kippour de 1973 et au début des années 2000, lors de la deuxième Intifada, au cours de laquelle plus d'un millier d'Israéliens ont été tués dans des attaques terroristes palestiniennes.

Bien qu'il soit trop tôt pour dire comment la crise politique actuelle se déroulera, Lev Ari ne pense pas qu'elle déclenchera une autre grande vague.

"Les gens oublient à quel point il est difficile de partir, surtout si l'on n'a pas de travail dans un autre pays. Et dans de nombreux pays occidentaux, il est de plus en plus difficile pour les étrangers de trouver un emploi", ajoute-t-elle. "Je pense donc que seul un très petit nombre de ceux qui parlent de partir aujourd'hui le feront réellement - et j'espère ne pas me tromper.

Des manifestants israéliens pro-d émocratie à l'aéroport Ben-Gurion au début du mois. Combien d'entre eux pourraient prendre un billet aller simple la prochaine fois ? Crédit : Tomer Appelbaum

Obazanek : "Jusqu'à présent, c'était toujours plus ou moins 50-50 : la moitié de nos clients étaient des Israéliens qui partaient et l'autre moitié des Israéliens qui revenaient. Aujourd'hui, c'est 90-10. C'est un changement radical.

Toutefois, le principal démographe israélien, le professeur émérite Sergio DellaPergola, estime que la tendance est déjà claire. "Nous assisterons certainement à une augmentation de l'émigration cette année", déclare-t-il. "Il est encore trop tôt pour dire dans quelle mesure. Mais l'évolution de l'économie sera un facteur déterminant".

Selon M. DellaPergola, parmi les Israéliens qui envisagent d'émigrer, un facteur déterminant a toujours été la situation économique d'Israël par rapport à la destination de leur choix. "Il y a de bonnes raisons de penser que ce que fait ce gouvernement - et à mon avis, c'est le premier gouvernement antisioniste de

l'histoire d'Israël - pourrait avoir un effet dévastateur sur l'emploi, ce qui pourrait pousser de nombreux Israéliens à émigrer.

Fou et insensé

Au cours des six derniers mois, Dotan Cohen, avocate spécialisée dans les questions d'immigration, a constaté une augmentation de plus de 50 % des demandes de renseignements émanant de particuliers et d'entreprises souhaitant s'installer en Israël. "Je dois admettre que même moi, j'ai été surpris par l'ampleur de cette augmentation", déclare l'associé du cabinet juridique Shibolet, basé à Tel-Aviv. La plupart des demandes proviennent de particuliers et d'entreprises souhaitant s'installer aux États-Unis et au Canada, y compris de nombreux Israéliens possédant un passeport étranger et essayant d'obtenir des visas pour d'autres membres de leur famille.

"Mais il y a de plus en plus de demandes de la part de personnes sans liens familiaux qui souhaitent explorer les possibilités de visas de travail ou d'investissement", explique M. Cohen. "Dans la plupart des cas, cependant, ces personnes ne remplissent pas les conditions d'éligibilité.

"Des personnes viennent me voir pour me dire qu'elles sont prêtes à payer le triple des frais habituels s'il y a la moindre chance qu'elles puissent encore obtenir un passeport", explique M. Amiras.

Leon Amiras, un avocat d'origine argentine qui aide les Israéliens à obtenir des passeports espagnols et portugais, affirme que les affaires ont été "folles" ces derniers mois.

"Même si les lois accordant la citoyenneté aux juifs d'origine espagnole et portugaise ne sont plus en vigueur, des personnes viennent me voir pour me dire qu'elles sont prêtes à payer le triple des frais habituels s'il y a la moindre chance qu'elles soient encore éligibles", explique-t-il.

Pour la première fois dont il se souvienne, M. Amiras est également sollicité par des enfants et des petits-enfants israéliens d'immigrés argentins qui souhaitent demander un passeport argentin.

"La plupart d'entre eux sont de jeunes Israéliens tout juste sortis de l'armée qui peuvent facilement obtenir la nationalité argentine en raison de leurs racines familiales", explique M. Amiras. "Ce sont des enfants dont les parents et les grands-parents n'ont même pas pensé à leur demander un passeport à leur naissance. Il note que les passeports argentins pourraient aider les Israéliens désireux de vivre et de travailler dans des pays hispanophones.

Maya Chen, consultante en relocalisation basée à Atlanta (elle a déménagé il y a deux semaines, mais affirme que cela n'a rien à voir avec le recul d'Israël en matière de démocratie), dirige un groupe Facebook en hébreu appelé "Together in Relocation" (Ensemble dans la relocalisation) qui compte plus de 13 000 membres.

Beaucoup de ceux qui ont posé des questions ces derniers jours l'ont fait de manière anonyme, sans doute pour ne pas alarmer leurs amis, leurs familles et leurs collègues. "Ces derniers jours, l'engagement sur la page s'est nettement accru", dit-elle. "Mais cela a toujours été le cas lorsque quelque chose d'inhabituel se produit en Israël.

Nevo, l'agent de relocation basé au Portugal, n'a commencé à travailler avec des Israéliens qu'il y a un an. "Un Israélien a réussi à se faufiler dans mon réseau, et maintenant je suis complètement submergée", dit-elle. Au cours des quatre derniers mois, elle a ouvert plus de 100 comptes bancaires au Portugal pour des Israéliens qui tentaient de sortir leur argent du pays.

Le hall des départs de l'aéroport Ben-Gurion le mois dernier. Crédit : Moti Milrod

"Le premier compte bancaire que j'ai ouvert était celui d'un Israélien très connu - je ne donnerai pas son nom - qui a fondu en larmes lorsqu'il a signé les papiers. Lorsque je lui ai demandé pourquoi, il m'a répondu qu'il était simplement très triste de devoir sortir son argent du pays pour se protéger, lui et ses enfants, de ce qui se passait.

Ces dernières semaines, elle reçoit en moyenne 25 demandes de renseignements par jour de la part d'Israéliens qui envisagent de s'installer au Portugal.

"En comparaison, il n'y en avait qu'un par jour auparavant. Ce que beaucoup de ces Israéliens craignent - et cela ressort de toutes les conversations - c'est que le gouvernement leur prenne leur argent", dit-elle.

Dana Even Chen, qui s'est installée à Londres il y a 20 ans, explique que la Grande-Bretagne est une destination très populaire pour les Israéliens car, parmi les pays anglophones, c'est celui qui est le plus proche géographiquement d'Israël, ce que beaucoup d'entre eux préfèrent. En outre, de nombreux professionnels israéliens de la haute technologie peuvent bénéficier du programme de visa "global talent" du Royaume-Uni, qui leur permet de s'installer avant même d'avoir un contrat de travail entre les mains.

Sarit Hoch, qui dirige une société de relocation à Barcelone, qualifie de "fou" le nombre de demandes de renseignements émanant d'Israéliens au cours des derniers mois. "Je n'ai tout simplement pas le temps de répondre à tout le monde", dit-elle.

En plus de sa société de services de relocation Easy LandOn, Even Chen gère un groupe Facebook à l'intention des Israéliens qui envisagent ou prévoient de s'installer à Londres. "Ces derniers jours, 200 personnes se sont inscrites à ce groupe", indique-t-elle.

Sarit Hoch, qui dirige une société de relocation à Barcelone, qualifie de "fou" le nombre de demandes de renseignements émanant d'Israéliens au cours des derniers mois. "Je n'ai tout simplement pas le temps de répondre à tout le monde, et ce alors que deux de mes employés travaillent à plein temps et que deux autres travaillent à temps partiel.

Les Israéliens, dit-elle, sont particulièrement attirés par l'Espagne "parce qu'elle leur rappelle beaucoup Israël en termes de qualité de vie, de paysages, de plages et de nourriture". Selon elle, entre 50 et 80 % des personnes qui se renseignent sur la possibilité de s'installer en Espagne finissent par le faire.

"La plupart d'entre eux parlent de venir pour quelques années", explique M. Hoch, qui a créé MikMak Relocation il y a trois ans. "Même aujourd'hui, l'idée de quitter définitivement leur pays est inconcevable pour la plupart des Israéliens.

Ligne rouge

Amir et Gilad, le couple qui se rend à Princeton, veulent encore croire qu'il s'agit d'un déménagement temporaire. "Nous avons récemment entamé des démarches pour avoir un enfant par l'intermédiaire d'une mère porteuse aux États-Unis", explique Gilad. "Si, pour une raison ou une autre, nous ne pouvions pas enregistrer cet enfant comme le nôtre en Israël, ce serait certainement une ligne rouge pour nous.

Pour l'instant, le plan est de retourner en Israël une fois qu'Amir aura terminé sa bourse. "Nous aimons vivre en Israël et nous aimons nos familles, et dans l'idéal, nous reviendrions - du moment qu'il y a un endroit où revenir", déclare Gilad.

Yaniv a été très actif dans le mouvement de protestation en faveur de la démocratie, se consacrant presque à plein temps à cette cause. Il ne veut pas non

plus vivre en exil. "J'aimerais que mes enfants grandissent ici", dit-il. "Mais si, à Dieu ne plaise, nous en arrivons à une situation où nous n'aurons d'autre choix que de partir, je veux savoir que j'ai fait tout ce que j'ai pu pour l'éviter.

*****